

Ferroukhi : «Nos programmes sont sur le terrain»



Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4147 - Jeudi 13 avril 2017 - Prix : 10 DA

Le wali invite les élus à sortir sur le terrain

Travail bâclé dans les chantiers de Béjaïa

Page 24

Organisation rapide des procédures administratives

La délivrance d'actes d'urbanisme allégée

Page 3

Le silence inhabituel de Trump

Par Mohamed Habili

Donald Trump a été préféré à Hillary Clinton par les électeurs américains entre autres parce qu'il était opposé à la guerre avec la Russie. Car ne nous y trompons pas, c'est bien la guerre qui menace depuis plusieurs années déjà entre les deux superpuissances, une guerre que le prédécesseur de Donald Trump aura tout fait pour éviter, et d'abord en ne cédant pas aux fortes pressions qui se sont exercées sur lui, venant tout à la fois de l'intérieur de son administration et de sa famille politique que des pays alliés occidentaux et arabes, qui tous ont fini par désespérer de lui. Barack Obama était suffisamment armé intellectuellement et mentalement pour être en mesure de repousser une option contraire à son orientation politique, ferait-elle consensus dans son propre camp. Or en matière de politique étrangère, Donald Trump avait semblé aller encore plus loin dans le refus d'un nouvel engagement militaire des Etats-Unis hors de leurs frontières. Sur ce plan tout au moins, on peut dire qu'il s'était situé à la gauche de Barack Obama, tout républicain qu'il était. Or l'establishment américain, représenté dans la course à la Maison-Blanche par Hillary Clinton, était partisan d'une politique de fermeté envers la Russie tant en Ukraine qu'en Syrie, quitte à ce que cette ligne débouche à terme sur une guerre avec elle. Pendant la campagne électorale, Trump n'avait pas craint de se poser en ami des Russes, et même quelquefois en admirateur de leur président.

Suite en page 3

Le secteur échappe au contrôle de l'Etat

Le marché de la pièce de rechange auto pris en otage par la contrefaçon



PH/D. R.

Avec des importations qui ont atteint 1,2 milliard de dollars en 2016, l'enjeu du marché algérien de la pièce détachée automobile et mécanique n'est plus à démontrer. [Lire page 3](#)

37^e anniversaire

Le printemps amazigh célébré du 15 au 24 avril

Page 4

Cinéma

«Kindil El Bahr» de Damien Ounouri primé aux Etats-Unis

Page 13

La tête de liste FLN Alger à la pêche

Ferroukhi : «Nos programmes sont sur le terrain»

■ «Nos programmes ne sont pas portés sur des registres, ils sont concrétisés sur le terrain à travers les différentes réalisations structurantes qui témoignent de notre capacité de répondre aux attentes des citoyens». Une déclaration faite, hier, par le tête de liste du FLN Alger, Sid Ahmed Ferroukhi, invité à une rencontre avec les professionnels de la pêche à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale sur «la sécurité maritime» tenue à la pêche d'Alger.

Par Linda Naili

Venu à la rencontre des professionnels de la pêche et de la mer, dans le cadre de ses sorties de proximité portées pour la conduite de sa campagne électorale en vue de la nouvelle législature, Sid Ahmed Ferroukhi, tête de liste du FLN Alger, a appelé l'assistance à «faire confiance aux candidats portés sur la liste du FLN». Une confiance que l'ex-ministre de la Pêche estime méritée au vu des «réalisations» et «acquis» obtenus ces dernières années à leur profit, citant, à ce propos, l'ensemble des initiatives concrétisées, notamment celles relatives au volet social venant améliorer

les conditions socioprofessionnelles des marins-pêcheurs et des professionnels de la pêche d'une manière générale. Outre l'effort en matière de formation au profit des jeunes pêcheurs «au noir» leur permettant d'intégrer le métier de manière professionnelle et la couverture sociale au bénéfice des travailleurs de la mer, il évoquera, entre autres, la promulgation du statut des marins-pêcheurs, la nouvelle loi sur la pêche, la convention pour la gestion des ports, la loi réglementant l'activité de la pêche du corail, celle des marins-plongeurs... «Nos programmes ne sont pas portés sur des registres, ils sont concrétisés sur le terrain à travers les différentes réalisations structurantes qui témoignent de notre capacité (le parti du FLN) de répondre aux attentes des citoyens». Appelant à se présenter en force aux urnes, Ferroukhi mettra en exergue l'«acte politique» dans la volonté de changer et d'améliorer les conditions socio-économiques des citoyens à travers les propositions, l'élaboration et les promulgations des textes de loi à même d'apporter ce changement. C'est là le message que le candidat du vieux parti à appeler l'assistance à répandre auprès des électeurs. Dans cette



Ph.E. Soraya/J. A.

FFS «Le boycott nous conduira vers l'inconnu»

LE PREMIER secrétaire du Front des forces socialistes (FFS), Abdelmalek Bouchafa, a estimé, hier à Constantine, que le boycott des élections «nous conduira vers l'inconnu», appelant les Algériens à voter en force lors des législatives du 4 mai prochain. S'exprimant à l'occasion d'une conférence de presse, tenue au siège du parti, M. Bouchafa a souligné que ce devoir citoyen représente «la seule issue pour un changement pacifique radical», affirmant que sa formation politique «œuvre de toutes ses forces à mobiliser les citoyens» autour de son projet. Le premier secrétaire du FFS, tête de liste du parti à Constantine, a rappelé, dans ce sens, que l'objectif escompté est d'arriver à «construire un consensus national qui réclame l'adhésion des citoyens et toutes les forces aspirant au changement et à la concrétisation de ce projet». M. Bouchafa a fait remarquer, en outre, que le programme du FFS n'est pas «conjoncturel», assurant que sa formation «œuvre jour et nuit pour concrétiser son projet et sortir le pays de sa «crise multidimensionnelle», à travers la mobilisation de tous les Algériens. Il a également considéré qu'«aucune formation politique ne peut prétendre sortir le pays, à elle seule, de cette crise», mettant l'accent sur «la nécessité de s'unir autour d'un consensus national» pour construire une «Algérie de l'espoir et de la souveraineté».

T. G.

lancée, à une question du *Journal d'Algérie* sur l'essentiel de son programme tracé pour la prochaine législature, Ferroukhi rétorquera que son parti, présent dans la composante du gouvernement, travaillera non seulement pour la continuité des programmes déjà en cours de réalisation, mais surtout proposera d'autres qui sur le plan économique non seulement porteront sur la diversification de l'écono-

mie nationale mais aussi apporteront des réponses en termes d'emploi. En outre, le programme du FLN porte un ambitieux projet structurant pour la ville d'Alger qui, à l'horizon 2030, fera de la capitale une ville vivante aux standards internationaux. Par ailleurs, confiant, le candidat FLN Alger qui s'appretait à se rendre dans la salle de cinéma d'El Biar pour y tenir son meeting, n'a pas manqué d'afficher

sa satisfaction du déroulement de sa campagne électorale à travers différents quartiers de la capitale. L'invitation de Sid Ahmed Ferroukhi par les professionnels de la pêche n'a pas été fortuite. Il s'agit d'une longue histoire de lutte commune et d'efforts conjugués pour la rescousse du secteur que le candidat FLN, anciennement ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, connaît bien. L. N.

Campagne électorale

Les candidats insistent sur la participation au scrutin

La participation massive aux prochaines législatives et l'amélioration des conditions socio-économiques des citoyens, notamment les jeunes, ont été largement traitées par les partis politiques au 4^e jour de campagne. Les différents candidats aux prochaines élections législatives tentent tant bien que mal de séduire les citoyens en multipliant les promesses. Le grand du message des partis s'articule pour le moment en direction d'un seul objectif : inciter les citoyens à se rendre aux urnes le jour J. Au quatrième jour de la campagne électorale, les prétendants à la députation ont sillonné les quatre coins du pays, organisant meetings populaires et activités de proximité, pour tenter de séduire des citoyens pas très enclins au discours électoraliste.

Plusieurs chefs de partis ont évoqué, hier, au quatrième jour de la campagne pour les législatives du 4 mai, le contenu de leurs programmes destinés à améliorer les conditions socio-économiques des citoyens, notamment les jeunes, appelés à voter massivement le jour du scrutin. A partir de Batna, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Ahmed Ouyahia, a plaidé pour la préservation de l'unité et la stabilité du pays, mettant en valeur les programmes économiques consentis par l'Etat dans les dernières années.

Le SG du RND a réitéré son soutien au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, ainsi que pour le décollage économique, la réduction de la dépendance à l'égard des hydrocarbures et la défense des intérêts nationaux. Le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaid, a estimé,

dans un meeting animé à Souk Arhras, que sa formation disposait d'un projet de société cohérent et un programme électoral porteur d'une «vision importante et décisive pour l'avenir du pays».

Il a rappelé, à cet égard, que le programme du parti compte plusieurs propositions touchant les principaux secteurs du pays dont la santé, l'éducation et la réforme de la justice, tout en considérant que le scrutin du 4 mai prochain sera l'occasion pour consolider «l'éthique politique». Dans la wilaya de Boumerdès, le chef de parti de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, a mis en valeur l'unité nationale et territoriale et le caractère républicain de l'Etat et de consacrer «l'Etat républicain» qui protège les acquis sociaux des citoyens algériens. Tout en mettant en valeur les sacrifices consentis par les citoyens et les forces de l'Armée nationale populaire (ANP), le chef de parti de l'ANR a appelé les citoyens à préserver ces acquis en allant voter massivement le 4 mai prochain.

De son côté, le président du parti Ennahda, membre de l'union «Ennahda-El Addala-El Binaâ», Mohamed Douibi, a estimé à Ain Témouchent que son parti entend mettre à profit les élections législatives pour traduire dans la réalité le credo de sa formation politique, en l'occurrence la bonne gouvernance. Pour lui, les élections législatives du 4 mai prochain constituent une opportunité pour entamer l'édification d'institutions «fortes, solides et capables de résister au changement des hommes et des politiques».

Animant un meeting dans la wilaya de Batna, le président du parti Tajamoue Amal

El Djazair (TAJ), Amar Ghoul, a affirmé que sa formation politique disposait d'un programme «alternatif» pour l'Algérie et le citoyen. Il a indiqué que le nouveau programme de son parti œuvrera à «assurer un essor civilisationnel, économique et politique», s'inspirant des profondes préoccupations des citoyens, dont essentiellement «le logement, le chômage et le transport».

A partir de la maison de la culture Mohamed-Laid-Al-Khalifa de Constantine, la secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a considéré que sa formation politique avait besoin d'une «large dérogation populaire» pour une représentation forte au Parlement, permettant la protection des acquis du peuple algérien.

Elle a également invité les citoyens à exprimer leurs voix, le 4 mai prochain, et à œuvrer à «porter leurs aspirations», affirmant que le PT a présenté dans le cadre de cette échéance électorale des candidats «intègres et fidèles».

A Ain Sefra dans la wilaya de Nâama, le président du parti El Karama, Mohamed Benhamou, a indiqué que les prochaines législatives ouvriront des perspectives d'une nouvelle scène politique apte à faire face aux défis socio-économiques.

Après avoir appelé à exploiter toutes les compétences dans les secteurs vitaux, Benhamou a insisté sur la nécessité d'associer toutes les potentialités pour mettre en place une économie forte, basée sur le développement de l'investissement productif, notamment dans la région des Hauts-Plateaux et du Sud.

Louiza Ait Ramdane

Le secteur échappe au contrôle de l'Etat

Le marché de la pièce de rechange auto pris en otage par la contrefaçon

■ Avec des importations qui ont atteint 1,2 milliard de dollars en 2016, l'enjeu du marché algérien de la pièce détachée automobile et mécanique n'est plus à démontrer.

Par Meriem Benchaouia

Le parc automobile ne cesse de se développer en Algérie à la faveur d'une politique qui a favorisé depuis des années déjà l'acquisition d'une voiture pour les catégories à revenus moyens qui ont le droit d'acquiescer leur bien par facilités de paiement. En corrélation avec le parc automobile qui depuis des années ne fait qu'augmenter, forcément le marché des pièces rechange augmente aussi. Miné par le phénomène de la contrefaçon et de la contrebande, le marché de la pièce détachée de rechange reste au cœur des préoccupations des professionnels de l'automobile. S'exprimant hier sur les ondes de la Radio nationale, le vice-président de l'Association des concessionnaires automobiles, tire la sonnette d'alarme : le marché de la pièce détachée de contrefaçon gangrène de plus en plus le secteur formel de la pièce de rechange. Signalant que le quota de véhicules importés, en 2016, a avoisiné le milliard de dollars, Mourad El Eulmi a relevé que le marché de la pièce de rechange, avec une facture de 1,2 milliard de dollars a «complètement» échappé au contrôle de l'Etat. Notant que la part des importations de ces pièces réalisées par les concessionnaires a représenté à peine 200 millions de dollars, l'intervenant a affirmé que le reste, objet en majeure partie de «contrefaçon» a été ramené «d'Asie» par des importateurs dont certains, a-t-il dit s'adonnaient à des pratiques de surfacturation. Pour autant que les pouvoirs publics



Ph. D. R.

remettent rapidement de l'ordre dans cette activité, il était possible, a-t-il assuré, de réduire la facturation de la pièce détachée automobile de quelque 500 millions de dollars, pour la seule année de 2017, et de lutter, dans le même temps, contre l'introduction des produits de contrefaçon. De ce fait, l'Etat tente d'organiser l'activité et de sécuriser les consommateurs tant bien que mal.

Un nouveau cahier des charges pour l'investissement dans le secteur des pièces de rechange automobile en Algérie est en cours d'élaboration. Il s'agit du deuxième cahier des charges après celui relatif à l'investissement dans le montage des véhicules en Algérie. Ce der-

nier, qui sera soumis au secrétariat du gouvernement dans les jours à venir, devrait combler «un vide existant» dans l'importation des pièces de rechange. Commentant cette décision, l'hôte de la radio a considéré que cette dernière relevait d'un impératif économique. «Pour la première fois, le gouvernement a une vision et une stratégie "très claires" sur ce secteur, conformément à la loi de finances de 2014 prévoyant l'organisation du marché des véhicules neufs», a-t-il noté. Dans ce sens, il a estimé que la présence d'une industrie de l'automobile, en relation étroite avec la production de pièces de rechange, pourraient constituer un autre relai de croissance pour l'Algérie. L'invité a considé-

ré que, tout comme les concessionnaires ont été appelés à développer la construction de véhicules, en Algérie, ils pourraient, tout aussi, s'impliquer dans le développement d'une industrie d'usinage de la pièce de rechange pour les besoins du marché national et l'exportation. Il devient impérieux, selon lui, de développer une industrie nationale de la sous-traitance et de la fabrication de la pièce de rechange. Il a ajouté que l'industrie automobile présuppose un tissu de la sous-traitance qui était une véritable base à faire revivre. Aussi, il est essentiel d'instaurer un dialogue entre les concessionnaires et les pouvoirs publics, a-t-il expliqué.

M. B.

Organisation rapide des procédures administratives

La délivrance d'actes d'urbanisme allégée

Se faire délivrer son acte d'urbanisme ou juste besoin d'un certificat de conformité, d'un acte de parcellement et même d'un permis de construire relevant de la compétence du président de l'Assemblée populaire communale (APC), le citoyen n'a plus besoin d'attendre de longues heures comme avant. Désormais, pour l'obtention de tous ces documents dans le domaine de l'urbanisme et de l'habitat, un guichet unique a été mis en place pour satisfaire les demandeurs d'actes d'urbanisme. Des mesures de facilitations des procédures administratives dans le secteur, que le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a rappelé, hier, dans un communiqué. Des dispositions du décret exécutif n° 15-19 de 2015 fixant les modalités d'instruction et de délivran-

ce des actes d'urbanisme. Celles-ci visent l'allègement des procédures de paperasse concernant tous documents administratifs au profit des demandeurs d'actes d'urbanisme, a précisé le ministère. La nouvelle réorganisation du dispositif de dépôt et de retrait des actes d'urbanisme par les citoyens demandeurs, entend également, par les contenus de ce décret, accélérer l'instruction, et ce, à travers la redéfinition de la compétence de la délivrance de l'acte, a rappelé aussi la même source. Une manière pour les autorités de montrer aux gens les efforts dans la matière. Car à ce propos, il est important de rappeler que les tracas administratifs rencontrés, de manière générale par les Algériens au quotidien, sont très pénibles à supporter. D'ou des améliorations

qui sont progressivement enregistrées dans ce sens. Par ailleurs, s'agissant des cas inscrits dans le cadre des recours et en fonction de l'importance du volume du projet, de l'existence d'outils d'urbanisme, ainsi que des plans d'occupation du sol (POS), la durée de traitement des dossiers prend plus de temps. Une exception, a ajouté le ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme. Pour ce qui est toutefois des dispositions définissant la compétence d'instruction et de délivrance de ces actes, le ministère a rappelé en outre ces dernières. La délivrance des permis de construire pour réalisation de projets relève de la compétence du wali en ce qui concerne les équipements publics ou privés d'utilité locale et les projets de logements collectifs de 200 à 600 unités. La compétence du

ministre chargé de l'Urbanisme concernant les permis de construire s'étend aux équipements publics d'utilité nationale et aux projets de logements de plus de 600 unités. Les travaux et les constructions et les infrastructures réalisés sur le compte de pays étrangers, d'organisations internationales et leurs institutions publiques, ainsi que de détenteurs d'actes de concession, sont également pris en charge par le premier responsable du secteur. Les infrastructures de production, de transport et de distribution entrent également dans les attributions du ministre chargé de l'Urbanisme. Quant à la compétence du président de l'APC concerne les autres projets, a rajouté le communiqué du ministère. Se faire délivrer l'acte de parcellement relève, par ailleurs, de la compétence

LA QUESTION DU JOUR

Le silence inhabituel de Trump

suite de la page Une

En fait il avait compris ce qu'une grande proportion d'électeurs voulait entendre : un langage de détente et même de paix avec la Russie. Certes, personne ne peut dire aujourd'hui pour quelle proportion ce choix de politique étrangère a compté dans son élection. Mais on ne peut nier qu'il ait tenu une grande place dans sa campagne, et qu'il l'a fortement distingué de sa rivale démocrate. On ne comprendrait pas autrement que ses détracteurs aient fait semblant ensuite d'attribuer sa victoire à l'aide dont il aurait bénéficié de la part de la Russie. On aura remarqué que depuis l'attaque de la base aérienne syrienne, il n'est plus question de l'enquête sur sa soi-disant collusion avec les Russes. Hillary Clinton elle-même s'est empressée d'approuver son geste. Et pour cause, elle n'aurait pas fait mieux. Mais qu'il s'avise de revenir à un discours de conciliation avec la Russie, et la campagne de harcèlement à son encontre ne tardera pas à reprendre. Donald Trump n'étant pas de la trempe d'un Obama, qui a les moyens intellectuels de sa politique, il est douteux qu'il puisse longtemps lui résister. En réalité il n'y a que le peuple américain pour pouvoir lui venir en aide, si l'option de la guerre se précise et qu'il sorte dans la rue pour la rejeter. Jusqu'à récemment encore, c'est la crainte de la réaction de ses électeurs qui a empêché l'establishment de sonner l'hallali contre lui. On peut se demander s'il n'a pas ordonné l'attaque aux Tomahawk contre la Syrie juste pour cesser d'être contesté aussi violemment tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des institutions. Il a été élu par les Américains pour leur épargner une guerre, et le voilà qui fait exactement le contraire, qui flirte avec cette guerre à la manière d'un apprenti sorcier. Saura-t-il se reprendre juste à temps, ou est-ce déjà trop tard, l'engrenage fatal s'étant déjà mis en mouvement ? C'est là la question que tout le monde se pose, les yeux tournés vers lui, qui se fait.

M. H.

du président de l'APC en tant que représentant de la commune ou de l'Etat en cas d'existence d'un POS adopté. Le citoyen doit savoir aussi que la délivrance d'autorisation pour les projets d'utilité locale, relève de la compétence du wali en l'absence d'un POS adopté, alors que la délivrance d'autorisation de parcellement des projets d'utilité nationale relève de la compétence du ministre chargé de l'Urbanisme. **Yacine Djadel**

37^e anniversaire

Le printemps amazigh célébré du 15 au 24 avril

■ Le 37^e anniversaire du printemps amazigh de 1980 sera célébré du 15 au 24 avril sous le thème «Tamazight, une constante pour la cohésion et l'édification nationale».

Par Siham N.

Plusieurs manifestations culturelles, scientifiques et artistiques sont inscrites au programme de la commémoration de cette année, dont le coup d'envoi officiel sera donné le 15 du mois en cours au village Cheurfa, dans la localité d'Azeffoun, qui organisera la fête traditionnelle de l'accueil du printemps ou «Amaggen tefsut», a indiqué Nabila Goumeziane, la directrice de la culture. Cette première journée de festivités sera également marquée par un recueillement sur la tombe de Tahar Djaout au niveau du village Oulkhoul dans la commune d'Aït Chafaâ, au moment où des expositions portant sur la chronologie des événements du 20 avril 1980, le patrimoine culturel local, les arts traditionnels et les arts plastiques, ainsi que le livre, seront ouvertes au niveau de la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou, a-t-on précisé dans le programme. La célébration de la journée nationale du Savoir sera également incluse dans le programme de ce 37^e anniversaire. Des ateliers pédagogiques de calligraphie autour de Tifnagh et une table ronde placée sous le thème «Le savoir, une ressource pour la valorisation collective», auront lieu le 16 avril à la maison de la culture, a-t-on encore fait savoir. L'autre évènement marquant de la commémoration est le Salon des potentialités patrimoniales de la wilaya de Tizi Ouzou et investissement qui aura lieu du 17 au 22 de ce mois au niveau des plaquettes du Musée et de l'Olivier de la ville de Tizi Ouzou que la direction de la culture organise en collaboration avec une dizaine d'autres directions de wilaya,



locale, le mouvement associatif, des maisons d'édition et les comités de quartiers et de villages, a-t-on précisé. Une semaine culturelle d'expression amazigh prévue du 18 au 22 de ce mois est également au menu de cette célébration, avec la participation de quatre wilayas à savoir Khenchela, Batna, Souk Ahras, et Ghardaïa, selon le programme communiqué par la DJS. Au chef-lieu de wilaya, le parking du stade 1^{er}-Novembre 54 abritera, entre autres, une exposition sur la chronologie du mouvement berbère et sur les métiers et arts traditionnels, des ateliers de conte, de poésie et de démonstration de métiers traditionnels. Des projections de films documentaires et une animation culturelle et musicale sont également prévues sur ce même site. S'agissant du programme de proximité, la DJS lancera des concours culturels et artistiques (dictées en langue amazighe, meilleur plat traditionnel, robe kabyle et dessin de rois amazighs).

a affirmé M^{me} Goumeziane. Le 20 avril sera également jumelé à la célébration du mois du patrimoine placé cette année sous le thème le patrimoine culturel, vecteur du développement du territoire et qui débutera le 18 du même mois avec des expositions et des tables rondes prévues à la maison de la culture sur différents aspects du patrimoine matériel et immatériel de la Kabylie, a-t-elle affirmé. Tafsut Imazighen célébrée depuis l'année dernière avec de nouvelles aspirations et de nouveaux objectifs qui consistent à promouvoir la langue amazighe après sa reconnaissance comme langue officielle à l'issue de la révision constitutionnelle de février 2016, sera une occasion de rendre hommage à des

hommes qui ont consacré toute leur vie pour l'épanouissement de cette culture, a-t-elle indiqué. C'est le cas de Mouloud Mammeri, Rachid Alliche et Mohammed Salah Seddik dont le parcours sera revisité à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale du livre et des droits d'auteur qui aura lieu le 22 avril à la maison de la culture dans le cadre des festivités du printemps amazigh, a-t-elle expliqué.

19 600 jeunes mobilisés à Tizi Ouzou

Quelque 19 600 jeunes de la wilaya de Tizi-Ouzou sont mobilisés par la direction locale de la jeunesse et des sports pour célébrer le 37^e anniversaire du

printemps amazigh (20 avril 1980), a-t-on appris, hier, des organisateurs. Sur ces 19 600 jeunes répartis sur 56 établissements de jeunesse de la wilaya, 11 200 participeront à des opérations de volontariat pour le nettoyage de la grande plage de Tizirt et de la plage le Caroubier d'Azeffoune, 5 600 prendront part à des tournois de football et 2 800 à des randonnées pédestres dans le Djurdjura, a-t-on indiqué de même source.

Ces activités qui se dérouleront du 16 au 22 de ce mois d'avril, dans des établissements de jeunesse du chef-lieu de wilaya et de plusieurs localités, sont organisées en partenariat avec le Haut commissariat à l'amazighité (HCA), l'Université Mouloud-Mammeri, la radio

Des conférences-débat et des tables rondes sur la chronologie du mouvement berbère, le mouvement berbère depuis la révolution et la langue amazighe entre le passé et le présent, sont également au menu de cette célébration dans plusieurs localités dont Bouzguene, Ath Ziki, Tirmatine, Ouadhias, Mizrana, Beni Douala, Illoula Oumalou, Maatkas, Tizi Rached et Boghni. Les organisateurs ont aussi programmé des projections de films d'expression amazighe, des défilés de mode, des animations musicales, des exhibitions sportives et un cross pour les enfants âgés entre 8 et 16 ans, dans des villages et localités de la wilaya.

S. N./APS

Journée du développement durable

Pour un modèle énergétique à 50% durable

L'21^e Journée sur le développement humain durable, organisée annuellement par l'École nationale polytechnique (ENP) à l'occasion de Youm El Ilim, se tiendra samedi à Alger sous le thème «Pour un modèle énergétique à 50% durable dans

une Algérie innovante». Lors de cette journée, les élèves-ingénieurs de l'ENP tenteront de montrer qu'il est possible «de mettre en place un modèle énergétique et écologique permettant d'aller vers le développement humain durable» avec l'ambition

d'arriver «à ne consommer que 50% de l'énergie sous forme de gaz naturel et de dérivés du pétrole, alors que l'autre moitié proviendra des autres sources notamment le Sirghaz, mais surtout le solaire, l'éolien, la géothermie et la biomasse», indique

le professeur Chems-Eddine Chitour, directeur de recherche à l'ENP, dans un entretien à l'APS. Ce qui permettra de disposer de l'électricité d'origine renouvelable pouvant être «un puissant stimulant pour la révolution de la locomotion électrique», avance-t-il.

L'objectif de cette journée est de «convaincre qu'il y a un chemin pour un développement respectueux de l'environnement qui ne laisse personne sur le bord de la route, en garantissant à l'Algérien un minimum de conditions pour son épanouissement tels le droit à l'eau, le droit à l'énergie, le droit à l'alimentation et, par-dessus tout, un droit et un devoir pour les jeunes d'aller vers la quête du savoir», explique M. Chitour. A cette occasion, les futurs ingénieurs de l'ENP exposeront plusieurs thématiques, questionnements et réponses dans des conférences encadrées par des experts et spécialistes autour de plusieurs thèmes, comme l'apport du développement humain durable, les enjeux de la scène énergétique mondiale et les défis auxquels fait face l'Algérie dans ce domaine, et l'élaboration d'un modèle énergétique à 50% renouvelable.

H. N.

Projet du port d'El Hamdania

Les terrains déclarés d'utilité publique

L'OPÉRATION relative à la réalisation du grand port centre d'El-Hamdania (Cherchell) est désormais déclarée d'utilité publique en raison du caractère d'infrastructure d'intérêt général et d'envergure nationale et stratégique des travaux, indique un décret exécutif publié au Journal officiel n° 19. En conséquence, le texte stipule que les crédits nécessaires aux indemnités au profit des intéressés pour les opérations d'expropriation des biens et droits réels immobiliers, au titre de cette opération, doivent être disponibles et consignés auprès du Trésor public. Quant aux terrains concernés par la déclaration d'utilité publique, ils représentent une superficie totale de 749 hectares

situés dans les territoires des wilayas de Tipaza et de Blida, composés de 693,26 hectares à Tipaza et de 55,87 hectares à Blida. Concernant la parcelle de forêt de 295 hectares située à Tipaza et à Blida, elle est déclassée du régime général des forêts, incorporée dans le domaine privé de l'Etat et fera l'objet d'une affectation pour la réalisation de ce port. La consistance des travaux à engager dans le cadre de réalisation de ce projet portuaire porte sur la réalisation du port et de sa zone logistique sur une superficie de 464 ha, avec 24 postes à quai et un tirant d'eau (hauteur de la partie immergée du bateau) de 20 mètres. Il s'agit aussi de la réalisation d'une desserte

autoroutière avec un linéaire principal de 38,5 km et 31 ouvrages d'art. Pour rappel, les travaux de réalisation du nouveau port commercial d'El-Hamdania, qui sera financé à hauteur de 3,3 milliards de dollars par un crédit chinois à long terme, devraient débuter avant la fin du premier semestre 2017. Ce projet d'envergure sera réalisé en deux étapes : au terme de la première étape, qui sera achevée quatre ans après le lancement des travaux, une partie du port sera mise en exploitation, alors que la totalité du projet sera livrée d'ici sept ans.

Faten D.

Selon le Gouverneur de la Banque d'Algérie

Les réserves de change toujours au-dessus de 100 milliards de dollars

■ Les réserves de change avaient atteint 114,1 mds usd à fin décembre 2016 contre 121,9 milliards usd à fin septembre 2016.

Par Salem K.

Les réserves de change de l'Algérie dépassent toujours la barre des 100 mil-

Pétrole Le Brent à plus de 56 dollars à Londres

LES PRIX du pétrole poursuivaient leur hausse hier en cours d'échanges européens alors que l'Arabie Saoudite aurait décidé de soutenir un renouvellement de l'accord de limitation de la production de l'Opep. En fin de matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 56,61 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 38 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de mai gagnait 32 cents à 53,72 dollars. Les cours de l'or noir entamaient une huitième séance consécutive de hausse, et ont atteint leur plus haut en cinq semaines en milieu de matinée à 56,63 dollars pour le Brent et à 53,74 dollars pour le WTI. «Les prix sont soutenus par l'Arabie saoudite, qui soutiendrait l'idée d'une extension de l'accord de l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole)», a souligné Naeem Aslam, analyste chez Think Markets. L'Opep a décidé fin 2016 de limiter sa production sur les six premiers mois de 2017 afin de permettre aux marchés de se rééquilibrer. La mesure pourrait être étendue à l'intégralité de 2017 lors de la prochaine réunion de l'Opep fin mai à Vienne. Par ailleurs, de nombreuses données sont attendues avant un long week-end de Pâques: Les données du Département américain de l'Energie (DoE) pourraient confirmer la baisse des réserves des Etats-Unis, alors que les chiffres indépendants de la fédération privée de l'American Petroleum Institute ont fait état d'une baisse de 1,3 million de barils la semaine dernière. Les analystes attendent une baisse des réserves de brut de 1,75 million de barils pour la semaine achevée le 7 avril, selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg. L'Opep publiera par ailleurs son rapport mensuel sur le marché du pétrole en cours de séance, tandis que l'Agence internationale de l'Energie (AIE) publiera le sien jeudi.

Agences

liards de dollars, a indiqué hier à Alger le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal.

Depuis fin février 2017 et jusqu'à présent, les réserves de change sont toujours supérieures à 100 milliards de dollars, a-t-il affirmé lors de sa présentation du rapport sur les évolutions économiques et monétaires du pays de 2015 et 2016, en séance plénière du Conseil de la nation présidée par Abdelkader Bensalah, président de cette institution parlementaire. Ces réserves étaient de 144,13 milliards de dollars (mds usd) à fin 2015 et de 178,94 mds usd à fin 2014, a-t-il noté. Pour rappel, lors de sa présentation du même rapport de conjoncture à l'APN

PH: D. R.



Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal

en janvier dernier, M. Loukal avait indiqué que les réserves de change avaient atteint 114,1 mds usd à fin décembre 2016 contre 121,9 milliards usd à fin septembre 2016.

S. K.

Partenariat stratégique dans le domaine de l'énergie

L'Algérie et l'UE conviennent d'intensifier leur coopération

Le ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa et le commissaire européen à l'Action pour le climat et à l'énergie, Miguel Arias Canete ont décidé à Bruxelles, d'intensifier et d'approfondir les actions de coopération dans le cadre du partenariat stratégique Algérie-UE sur l'énergie. MM. Boutarfa et Canete ont convenu, à cet égard, d'organiser une deuxième édition du Forum d'affaires algéro-européen, au niveau décisionnel à Alger, et d'évaluer les progrès effectifs, lors de la réunion annuelle de dialogue en 2018, selon un communiqué conjoint publié à l'issue de la deuxième rencontre annuelle de dialogue politique de haut niveau sur l'énergie entre l'Algérie et l'UE. Le ministre et le commissaire se sont félicités de «la qualité et de l'intensité croissantes du dialogue euro-algérien dans le domaine de l'énergie», grâce à la mise en place de structures permanentes de dialogue politique. Les groupes d'experts sur le gaz naturel, sur l'électricité, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique mis en place conformément aux dispositions de l'arrangement administratif pour la mise en œuvre du mémorandum d'entente sur l'établissement d'un partenariat stratégique Algérie-UE, se réunissent régulièrement. En plus des réunions régulières de ces deux groupes,

l'Algérie et l'UE ont tenu, en mai 2016 à Alger, la première édition du Forum d'affaires UE-Algérie sur l'énergie. Ce premier forum avait réuni plus de 500 entreprises algériennes et européennes ainsi que des associations industrielles, institutions financières et des experts. Ce forum a mis l'accent sur la composante industrielle et la nécessité de garantir un maximum d'intégration locale pour en assurer la pérennité et contribue à faciliter et promouvoir les investissements européens dans les secteurs du gaz naturel, des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Selon le communiqué conjoint, la deuxième réunion annuelle du dialogue politique de haut niveau a permis aux deux parties de «discuter des perspectives de développement du secteur des hydrocarbures en Algérie», notamment du gaz naturel, «un enjeu stratégique» pour les deux parties. «L'Algérie est un fournisseur majeur et fiable de l'Europe et le demeurera à moyen et long terme, alors que l'Europe est le principal importateur de gaz algérien et le restera dans les prochaines années», est-il souligné dans le communiqué. L'exploitation des ressources gazières «importantes» dont dispose l'Algérie «servira son économie et contribuera à la sécurité des approvisionnements européens», a-t-on ajouté, met-

tant en exergue les «avantages comparatifs» dont jouit l'Algérie, notamment sa proximité géographique de l'Europe et l'existence d'infrastructures physiques.

Œuvrer pour un accroissement des investissements européens en Algérie

L'Algérie, à travers les travaux des groupes d'experts, a fait part des perspectives de croissance forte de sa production de gaz naturel et de son potentiel d'exportation. MM. Boutarfa et Canete ont convenu, à cet égard, d'œuvrer à un accroissement des investissements européens dans le secteur algérien des hydrocarbures et la poursuite du dialogue visant à renforcer davantage l'attractivité du cadre d'investissement», est-il indiqué dans le communiqué. Par ailleurs, le ministre et le commissaire européen ont passé en revue les développements récents dans l'UE et en Algérie dans le secteur des énergies renouvelables. M. Boutarfa a présenté les objectifs ambitieux de la politique algérienne de déploiement des énergies renouvelables, notamment le 1^{er} appel à investisseurs qui sera lancé pour la construction de centrales solaires photovoltaïques d'une capacité totale de 4 050 MW. «L'Algérie compte sur

l'appui et le soutien de l'UE pour assurer la mobilisation des entreprises européennes en vue d'une participation effective pour le succès de ce projet», a-t-on encore indiqué. Relevant l'envergure de cette initiative, le commissaire Canete a appelé les investisseurs européens à y participer. Les deux parties ont également souligné la nécessité de promouvoir l'efficacité énergétique et convenu d'explorer les pistes de coopération, y compris avec l'appui des institutions financières européennes spécialisées dans ce domaine. Selon le communiqué, le partenariat stratégique entre l'Algérie et l'UE pourra également s'appuyer sur le programme européen d'assistance technique et financière intitulé «Appui au secteur des énergies renouvelables, principalement électriques et de l'efficacité énergétique en Algérie». Avec une dotation budgétaire de 10 millions d'euros, la convention de financement de ce programme a été signée lors du Conseil d'association UE-Algérie tenu le 13 mars dernier à Bruxelles. Sa mise en œuvre opérationnelle sera lancée très prochainement. L'Algérie et l'UE avaient signé en juillet 2013 un mémorandum d'entente sur l'établissement d'un partenariat stratégique dans le domaine.

Safia T./APS

Commerce

Foire de la production nationale du 15 au 17 avril

Le ministère du Commerce organisera une foire ayant pour le thème «promotion et encouragement de la production nationale» du 15 jusqu'au 17 avril au niveau de la Safex (Société algérienne des foires et expositions), a indiqué un communiqué du ministère. Placée sous le patronage du Premier ministre, Abdelmalek Sellal et sous la super-

vision du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, cette manifestation s'inscrit dans le cadre de la promotion de la production nationale qui a atteint un niveau de qualité lui permettant de concurrencer la production mondiale notamment dans les secteurs de

l'agroalimentaire, cosmétiques et détergents, précise la même source. Cette foire permettra au «consommateur de découvrir des produits algériens de haute qualité et aux producteurs d'écouter ses avis et propositions, en vue d'améliorer leurs produits», conclut le communiqué.

R.E.

Oran

Pour un plan de protection du quartier de Sidi El Houari

■ L'association pour la préservation du patrimoine «Bel Horizon» d'Oran a appelé à accélérer le lancement d'une étude du plan de protection et valorisation du vieux quartier de Sidi El Houari, classé secteur préservé depuis deux ans.

Par Lydia O.

Le président de l'association, Kouider Metayer, lors d'une rencontre consacrée à la présentation du programme de célébration du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), a souligné le caractère urgent du lancement de cette étude portant sur la protection et préservation de ce secteur préservé. Pour préserver ce vieux quartier qui recèle 64 sites historiques et archéologiques, le même intervenant propose l'accélération de l'élaboration d'une étude, en application du décret exécutif promulgué le 22 janvier 2015 portant désignation de cette vieille ville comme secteur préservé, ajoutant que le plan de protection et préserva-

tion de ce quartier délimitera les zones à réhabiliter et leurs limites et aidera les habitants à restaurer leurs habitations. Par ailleurs, M. Metayer a appelé au lancement du projet de recherches et de fouilles archéologiques au niveau de la citadelle d'Oran s'étendant sur 5 hectares. Ce site est considéré comme le noyau de la ville renfermant des trésors archéologiques et historiques de différentes étapes. Dans ce sens, il a estimé que cette opération contribuera à créer autour du site une dynamique culturelle et touristique. Concernant la célébration du mois du patrimoine, le président de l'association «Bel Horizon» propose de transformer cet événement en journée du patrimoine et ce, dans le but d'in-



PH. > D. R.

tensifier les activités et associer les différents secteurs dont ceux du tourisme et de l'environnement, ainsi que la société civile, dans le souci de ne pas limiter ce mois au seul secteur de la culture. Il a également préconisé

l'accès aux sites archéologiques. Cette rencontre a permis la présentation du programme élaboré pour célébrer le mois du patrimoine. Celui-ci comporte des activités culturelles et artistiques, dont la programmation

d'une randonnée pédestre avec la participation de jeunes artistes nationaux et étrangers et l'organisation d'une journée sans voitures.

L. O./APS

Aïn Defla

Vers l'attribution en septembre de 300 logements LPL à Djelida

Pas moins de 300 logements publics locatifs (LPL) seront attribués à Djelida (Aïn Defla) au cours du mois de septembre prochain, a-t-on appris du directeur de l'Office local de promotion et de gestion immobilière (Opgi). Ce quota fait partie d'un total de 450 unités en cours de réalisation au niveau du village agricole de Djelida, a indiqué Rachid Chabour en marge de la visite du wali de Aïn Defla dans la commune en question, signalant que les 150 logements restants seront attribués une fois leur réalisation complé-

ment achevée. Au cours de sa visite au site sur lequel est implanté le projet en question, le wali de Aïn Defla, Benyoucef Azziz, a mis l'accent sur la nécessité de la mise en place de structures publiques à l'image notamment des établissements scolaires, d'un dispensaire et d'aires de jeux pour les enfants. Il a noté que compte tenu du cachet agricole de la région, l'aide à l'habitat rural bénéficiera d'une attention particulière, faisant état de la poursuite de l'effort visant le remplacement des chalets édifiés au lendemain du séisme de

1980. Auparavant, le wali s'est notamment rendu au douar Ghoualem où il a inspecté un terrain de 26 ha devant abriter la future zone d'activité de la commune. Le chef de l'exécutif a relevé l'importance que cette aire soit dédiée à l'industrie agroalimentaire, instruisant les services concernés à entamer les procédures inhérentes à ce projet. Au chef-lieu de commune, il a mis en service un nouveau bureau de poste avant de se rendre à la salle polyvalente Saïd-Zitouni-Abdelkader.

Hatem D.

Khenchela

Réception avant la fin de l'année de 8 structures de la jeunesse et des sports

Huit structures du secteur de la jeunesse et des sports, en réalisation dans plusieurs communes de la wilaya de Khenchela, seront réceptionnées «avant la fin de l'année en cours», a indiqué la directrice locale du secteur, M^{me} Tounes Ghedbane. Ces infrastructures sportives concernent trois complexes sportifs de proximité, en cours de construction dans les communes d'Aïn Touila, M'toussa et

Baghai, a précisé la même responsable, soulignant que les taux d'avancement de ces projets, d'un coût global de près de 193 millions de dinars, sont respectivement de 95, 80 et 85%. Deux salles omnisports sont également en cours de réalisation au chef-lieu de wilaya et dans la commune de Babar, a-t-elle ajouté, notant que les travaux de réalisation de ces deux projets affichent un taux d'avan-

cement de l'ordre de 90%. Les communes d'El Hamma et de Babar ont bénéficié de 2 projets de concrétisation de deux piscines de proximité, mobilisant une somme financière de 220 millions de dinars et dont le taux d'avancement de chaque projet a atteint 80%, selon la même source. D'un coût de 49 millions de dinars, un autre projet portant réalisation d'une salle de sport spécialisée avance à un rythme

jugé appréciable et atteignant 90%, a fait remarquer M^{me} Ghedbane. La même responsable a rappelé qu'un intérêt particulier est accordé au secteur de la jeunesse et des sports à travers les 21 communes de la wilaya de Khenchela, soulignant l'impact de ces réalisations dans la promotion des différentes disciplines sportives.

Assia B./Agences

Laghouat

Raccordement en cours de plus de 2 600 foyers au gaz naturel

Un projet portant sur le raccordement au réseau de gaz naturel de 2 674 foyers, à travers 19 communes de la wilaya de Laghouat, est en cours d'exécution, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Totalisant un linéaire de 157 km de réseau, ce projet, dont les travaux sont actuellement à des taux d'avancement divers, permettra d'alimenter environ 16 000 habitants en gaz naturel, a-t-on précisé. L'on s'attend à atteindre un

taux de raccordement de 94% de la wilaya au réseau de gaz naturel, une fois cette opération réceptionnée, a-t-on souligné. Une étude technique a été proposée dans le but de réaliser des projets similaires, sur un linéaire de 300 km, au profit de 307 lotissements répartis sur le territoire de neuf communes de la wilaya, pour approvisionner une population de 14 372 habitants en gaz naturel, selon la même source. Concernant le réseau d'électri-

cité, les travaux de raccordement de 2 432 foyers à travers 16 communes de la wilaya sont en cours d'exécution, ce qui permettra de porter à 98% le taux de couverture de la wilaya de cette énergie. Les taux de couverture réalisés ont permis à la wilaya de Laghouat de se classer en tête des wilayas à l'échelle nationale en matière de raccordement aux réseaux de gaz naturel et de l'électricité.

APS

Illizi / Développement local Près de 220 opérations en cours de réalisation

PAS MOINS de 219 opérations de développement, tous secteurs confondus, sont en cours de réalisation dans la wilaya d'Illizi, dans le but d'améliorer le cadre de vie du citoyen, a-t-on appris des services de la wilaya. De ces opérations, pour lesquelles a été consacré un financement de 117 millions DA au titre des différents programmes de développement, le secteur des travaux publics s'est taillé la part du lion avec un taux de 50,97% de ces projets visant le renforcement des infrastructures de base notamment, a-t-on signalé. Les structures administratives se sont vu accorder, de leur côté, 13,45% de cet ambitieux programme, suivies du secteur de l'éducation avec 6,37% des projets, pour la réalisation de nouvelles structures éducatives et l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves. Un taux de 7,51% des opérations de développement a été consacré au secteur des ressources en eau pour satisfaire les besoins en eau potable des populations de nombreuses communes de la wilaya. Ce programme de développement, à l'actif de cette wilaya de l'extrême sud du pays, vise également l'amélioration du service public et la modernisation des infrastructures, pour répondre aux exigences du développement et aux attentes de la population locale, ont souligné les services de la wilaya.

R. R.

Relance des négociations au Sahara occidental

Le Maroc a refusé de rencontrer Ross

■ Le Maroc a opposé un nîet catégorique au déplacement de l'émissaire onusien, Christopher Ross, à Rabat en vue de relancer le processus de négociations au Sahara occidental occupé, a rapporté l'ONU.

Par Souad F.

« **U**n haut responsable du secrétariat général de l'ONU a été informé, lors d'une réunion ultérieure, que le Maroc n'allait plus recevoir l'envoyé personnel du SG de l'ONU en raison de sa prétendue partialité en faveur du Sahara occidental », a indiqué le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans son rapport préliminaire sur le Sahara occidental, dont une copie a été publiée mardi par la presse américaine à New York. « Le 24 février j'ai reçu un émissaire du Maroc qui m'a transmis la volonté du roi Mohammed VI de trouver une solution au conflit du Sahara occidental en confirmant que le Maroc n'allait plus recevoir Christopher Ross », a enchaîné le Secrétaire général dans son rapport transmis lundi au Conseil de sécurité. Evoquant le blocage des négociations et le manque de coopération du Maroc qui ont conduit à la démission de l'émissaire onusien, Guterres a fait savoir que son prédécesseur, Ban Ki-moon, a évoqué en marge de la COP 22 la nécessité de relancer les négociations avec le roi Mohammed VI mais ce dernier lui a répondu qu'il ne pouvait pas recevoir Ross à Rabat avant un long périple africain qu'il devait, alors, effectuer. Le chef de l'Organisation des Nations unies a ajouté que l'émissaire de l'ONU lui a envoyé le 23 janvier sa lettre de démission effective. Guterres a indiqué avoir réitéré au président sahraoui, Brahim Ghali, lors de son déplacement à New York, « sa grande attention d'œuvrer à relancer les négociations avec une nouvelle dynamique et un nouvel esprit » afin de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable au conflit opposant le Front Polisario et le Maroc, mais qu'il avait besoin pour cela de l'aide des deux parties afin de créer l'environnement propice à la relance du processus onusien. Le chef de l'ONU a regretté, à ce propos, le fait de



ne pas mettre à profit le cadre des négociations, mis en place grâce aux deux navettes diplomatiques menées par Ross dans la région, afin de s'engager dans une solution au conflit conformément aux orientations du Conseil de sécurité. A ce titre, la Mission de l'ONU pour l'organisation du référendum au Sahara occidental (Minurso) et conformément au mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité contribue d'une façon importante à promouvoir un environnement stable et pacifique, nécessaire à la reprise des négociations, a souligné le SG de l'ONU, indiquant que la mission de l'ONU joue un rôle primordial en tenant le Secrétariat général de l'ONU et le Conseil de sécurité informés des développements qui surviennent dans les territoires occupés. Guterres a recommandé, à cet effet, de prolonger le mandat de la Minurso d'une

année jusqu'au 30 avril 2018. Dans son rapport préliminaire sur le Sahara occidental, le premier depuis sa nomination à la tête du Secrétariat général l'ONU, Guterres a affirmé que la solution au conflit doit déterminer le statut final du territoire du Sahara occidental. « Le conflit au Sahara occidental doit prendre fin pour permettre de faire face aux défis sécuritaires, économiques et humanitaires dans la région », a-t-il affirmé en soulignant que le Conseil de sécurité avait enjoint au secrétariat général de faciliter la tenue de négociations directes entre les deux parties qui doivent aboutir à l'autodétermination du peuple sahraoui. Le SG de l'ONU a, par ailleurs, lancé un appel à la communauté internationale et aux nouveaux donateurs pour augmenter leur contribution financière au programme des réfugiés sahraouis en indiquant que « les

besoins humanitaires des Sahraouis s'élèvent à 75 millions de dollars en 2017 ».

L'ONU préoccupée par la persistance des violations des droits de l'Homme

Le Maroc a empêché, en 2016, les missions onusiennes de surveillance des droits de l'Homme de se rendre dans les territoires sahraouis occupés, a indiqué l'ONU, s'inquiétant de la persistance de la torture et des traitements inhumains dégradants infligés aux sahraouis. Dans son rapport préliminaire sur le Sahara occidental, dont une copie a été rendue publique mardi par la presse américaine à New York, le SG de l'ONU, Antonio Guterres, a indiqué que durant la période couverte par ledit rapport le Haut commissariat des Nations unies aux droits

de l'homme (Hcdh) n'a pas pu dépêcher une mission de monitoring dans les territoires sahraouis. Le gouvernement marocain a maintenu en 2016 son refus opposé à la visite d'une mission de suivi du rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, sous prétexte qu'elle a été annulée après avoir été programmée initialement pour avril 2015. La dernière mission du Hcdh à Dakhla et Laayoune remonte au mois d'avril 2015. Le Hcdh devait, alors, mener une deuxième mission de suivi juste après la formation d'un nouveau gouvernement au Maroc. Devant ce blocage imposé au travail du Hcdh, l'ONU a recouru aux rapports transmis, entre autres, par le Front Polisario et les ONG internationales pour évaluer la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés. Le Comité onusien des droits de l'homme a exprimé, à ce propos, son inquiétude face aux rapports continuels de torture, des actes perpétrés par des agents du gouvernement marocain, a relevé le SG de l'ONU. Jusqu'au 27 février 2017, les autorités marocaines n'ont pas mis en place des mécanismes de prévention permettant l'inspection des lieux de détention tel que prévu par le protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture, a noté ce rapport préliminaire qui va faire prochainement l'objet d'intenses négociations au Conseil de sécurité. Les Sahraouis continuent de subir une discrimination dans l'exercice de leurs droits économiques, culturels et sociaux, a noté Guterres, rappelant à cet égard les observations du comité des Nations unies des droits de l'Homme sur l'échec des Nations unies à mettre en place les mesures nécessaires permettant la consultation des Sahraouis sur l'exploitation de leurs ressources naturelles. Par ailleurs, le chef de l'ONU a considéré que « la capacité de rendre les fonctions de la Minurso (Mission de l'ONU pour l'organisation du référendum au Sahara occidental) plus performantes », y compris celle relative au « reporting indépendant » des développements qui surviennent dans les territoires sahraouis, « demeure cruciale afin de répondre aux demandes et aux attentes du Conseil de sécurité ». Le SG de l'ONU a fait savoir que la mission devrait retourner à la pleine fonctionnalité avec le retour prévu des 17 fonctionnaires de l'ONU expulsés par le Maroc et qui jusqu'ici n'ont pas pu rejoindre leurs postes de travail dans les territoires occupés. M. Guterres a demandé au Conseil de sécurité de prolonger le mandat de cette mission jusqu'à avril 2018 et de la renforcer par une équipe médicale du Bangladesh. S. F./APS

Libye

Le G7 réaffirme son engagement à préserver l'intégrité territoriale

Le groupe du G7, réuni à Lucca en Italie, a réaffirmé son engagement à préserver la souveraineté, l'intégrité et l'unité de la Libye, réitérant son soutien à une solution politique à la crise libyenne. « En Libye, le soutien cohésif de la communauté internationale est essentiel pour consolider les résultats atteints jusqu'ici pour combattre le terrorisme et parvenir à la stabilité », a souligné le G7 dans sa déclaration finale, publiée par le département d'Etat à Washington. Et d'ajouter : « Nous réaffirmons notre engagement à préserver la souveraineté, l'intégrité et l'unité de Libye et à soutenir l'accord politique libyen (LPA) comme seul cadre par lequel des solutions poli-

tiques peuvent être trouvées ». La déclaration des ministres des Affaires étrangères du G7 intervient un lendemain des révélations rapportées lundi par le quotidien britannique *The Guardian*, selon lesquelles Sebastian Gorka, haut conseiller du président américain, Donald Trump, chargé de la politique étrangère, avait proposé « une partition » de la Libye en trois Etats quelques semaines avant l'investiture de Donald Trump. Selon le journal britannique, l'assistant adjoint du président des Etats-Unis aurait présenté à un diplomate européen un plan de partition de la Libye en trois parties : une dans l'est, une autre dans l'ouest et la dernière dans le sud. Le responsable euro-

péen aurait critiqué ce plan en le qualifiant de « la pire des solutions » pour la Libye, a rapporté *The Guardian*. Réaffirmant également son soutien au gouvernement de l'union nationale et au Conseil présidentiel libyen, le G7 a exhorté tous les acteurs libyens à s'engager dans le processus de réconciliation nationale en abandonnant les actions qui peuvent accentuer la division. « Il n'y a pas de solution militaire aux problèmes de la Libye », a relevé le G7 en réaffirmant son « engagement en faveur d'une solution politique dans le cadre d'un dialogue politique inclusif et la réconciliation nationale ».

Halim O./Agences

Renault Trucks Algérie

Lancement de la série limitée C 13L

Page animée par Ali Zidane

Le directeur général de Renault Trucks Algérie, Georges Haidar, a annoncé, à Alger, que le camion C13 L qui a été présenté à la presse lors d'une soirée «Reveal» organisée à Bordj El Kiffan, sera assemblé en Algérie.

Renault Trucks Algérie propose ainsi une série limitée Renault Trucks C 13L. Incontournable de la gamme longue distance en Algérie, le Renault Trucks C présente, dans sa version série limitée, des équipements mettant en valeur son design et améliorant le confort de conduite et de vie à bord.

Le Renault Trucks C est particulièrement apprécié des conducteurs opérant sur de longues distances. Dans le but

d'apporter un maximum de confort et de manœuvrabilité au conducteur, Renault Trucks Algérie propose aujourd'hui une série spéciale 13L.

Sur les routes, le C 13L se démarque grâce à une élégante peinture gris argenté et une cabine haute avec déflecteurs latéraux. A l'intérieur, le conducteur retrouve une planche de bord enveloppante qui permet au conducteur d'atteindre facilement toutes les commandes utiles. En outre, l'afficheur principal 7 pouces, le plus grand sur le marché, présente des informations sur l'état du véhicule de manière intuitive. Quant au volant, ergonomique et réglable en trois dimensions, il offre aux conducteurs une parfaite position de conduite.

Le Renault Trucks C 13L, est

doté d'un moteur 13 litres de 500 chevaux avec système d'injection haute pression (2400 bars). Pour des performances optimales en termes de consommation de carburant, il est équipé de la boîte de vitesses robotisée Opti-driver qui permet de sélectionner le bon rapport adapté à la vitesse et à la conduite au bon moment afin de garantir une meilleure mobilité et plus de confort pendant la conduite. La boîte de vitesses Opti-driver offre ainsi de nombreux avantages en matière de performances, de confort, de sécurité et de rentabilité. Cette série spéciale affiche également des équipements



aérodynamiques tels que les déflecteurs anti-salissures et latéraux ouvrants.

A l'occasion de ce lancement, Renault Trucks Algérie offre une

année d'entretien, dans la limite des stocks disponibles, valable sur la série limitée Renault Trucks C 500 cv 13L, proposé à partir de 13 000 000 DZD H.T

Volkswagen

T-Roc, nouvelle arme du géant allemand

Notre confrère anglais Autocar a publié des images «espion» du futur Volkswagen T-Roc, le petit SUV de la marque. Nous vous livrons deux captures d'écran. L'engin qui viendra s'opposer aux Nissan Juke, Toyota C-HR et autre Renault Captur. Premier constat : le design du modèle s'inspire assez largement de celui du Tiguan tandis que, techniquement, c'est de la Polo que le T-Roc s'inspire. Le modèle sera dévoilé cet été et on attend que, conformément à la Polo et à la Golf, les moteurs privilégient les petites cylindrées. On attend donc des moteurs à 3 cylindres allant de 1 à 1,5 litre tandis qu'en Diesel, ce sont



apparemment les 1.6 et 2 litres qui feront les beaux jours du T-Roc. A noter qu'une version hybride légère (comme pour la Golf) sera aussi proposée tout comme le T-Roc GTI (2 litres de 250 ch) qui viendra s'opposer au Juke Nismo. Plus tard, Volkswagen proposera apparemment aussi un T-Roc

GTE hybride rechargeable ainsi qu'un e-T-Roc entièrement électrique. Ce sera là aussi les groupes motopropulseurs de la Golf. Les dimensions du T-Roc définitif devraient être similaires à celles du concept-car, soit 4,18 m de long pour une largeur de 1,83 m et une hauteur de 1,5 m.

Audi

La Q4 se présentera comme un SUV-coupé



Audi prépare une riposte au futur BMW X2 ! La Q4 se présentera comme un SUV-coupé et déboulera sur le marché dès 2019. Ce modèle

reprendra la plateforme MQB et reposera sur la base du futur Q3. Pour le moment, Audi ne compte aucun SUV-coupé dans sa gamme, contrairement à ses rivaux BMW et Mercedes. Mais cela

devrait fortement évoluer à l'avenir avec l'arrivée des Q4, Q6 et Q8. Sous le capot, le Q4 reprendra les moteurs essence et diesel de 1,5 l et 2 l. Une puissante

version RS sera certainement au programme, probablement animée par le 5 cylindres 2.5 TFSI de 400 chevaux de la dernière RS3. Une variante hybride rechargeable ne manquera pas non plus à l'appel et associera un moteur essence à un moteur électrique, pour une puissance tournant aux alentours de 200 chevaux. La batterie, rechargeable sur secteur, devrait permettre une autonomie de plus de 50 km.

Salon de Barcelone

Seat présentera la finition FR pour son SUV Ateca

Au salon de Barcelone, en mai, Seat présentera la finition FR pour son SUV Ateca. Il se situe au sommet de la gamme avec un zeste de dynamisme supplémentaire, notamment avec le TSI de 190 ch. Seat a choisi son salon local à Barcelone (11 - 21 mai) pour dévoiler l'Ateca FR. Il s'agit d'un 4^e niveau de finition pour le SUV espagnol. Elle se démarque par son badge FR et sa calandre recouverte de noir brillant. Le travail esthétique passe en plus par ses rails de toit et ses contours de fenêtre noirs ainsi que par différents éléments esthétiques exclusifs comme les feux antibrouillard avant LED. L'Ateca FR peut chauffer, en option, des roues de 19 pouces avec des pneus 245/40R19. Ces atours sont parfois inspirés du style de la Leon Cupra de 300 ch.

Le lancement de l'Ateca FR est aussi l'occasion pour Seat d'introduire un nouveau moteur dans le



SUV. Le 2.0 TSI développe 190 ch. Il sera disponible pour la finition FR, associé à la transmission intégrale 4Drive et à la boîte DSG 7, ainsi que pour d'autres finitions du catalogue. L'Ateca FR roulera aussi au Diesel de 150 ch et 190 ch, ainsi qu'avec le moteur essence de 150 ch.

Industrie automobile :

L'importation des véhicules en kits génère des surcoûts de 5%



«**L'**importation des véhicules en kits (SKD) génère des surcoûts de 5 à 6%», a révélé, ce dimanche, Mokhtar Chahboub, expert en industrie automobile et ex-P-DG de la SNVI (Société nationale

des véhicules industriels - Ex-Sonacom) sur les ondes de la radio Chaîne III. Ce surcoût, ajouté aux différentes taxes indexées ces dernières années, contribue, dit-il, à la hausse des prix des véhicules proposés à la vente. «Chez les grands constructeurs, le processus de production d'un véhicule est très automatisé. Dès lors qu'on leur demande de prélever des volumes pas très significatifs, c'est des surcoûts qui sont générés», a expliqué M. Chahboub qui s'exprimait dans l'émission «Invité de la rédaction». Pour celui-ci, cette phase d'importation de véhicules en kits est «un passage obligé». Cependant, insiste-t-il, elle ne doit pas durer plus longtemps, rappelant, au passage, que le cahier des charges oblige les concessionnaires à atteindre un taux d'intégration de 15% à la fin de la 3^e année de production et de 40% à la 5^e année. Car, «au-delà de ces délais, souligne-t-il, s'il n'y a plus pas de taux d'intégration, ça sera alors des véhicules non rentables qui seront produits en Algérie».

L'objectif d'atteindre un taux d'intégration de 40% est réalisable, selon M. Chahboub qui cite l'exemple de la SNVI qui intègre dans ses véhicules 55% des pièces produites localement. Pour parvenir à un tel niveau, l'expert recommande de faire appel aux sociétés de sous-traitance existantes. Il cite, à ce propos, les entreprises locales spécialisées dans la fabrication des pièces automobiles à l'exemple des batteries, des faisceaux électriques, du vitrage et autres silencieux d'échappements «en manque de marché». Selon cet expert, il faut fédérer ces entreprises de sous-traitance en leur apportant le soutien qui puisse leur permettre de se mettre à niveau et devenir compétitives.

Global Motors Industries

150 000 DA de remise sur le Hyundai HD35

Global Motors Industries, représentant exclusif de Hyundai Truck & Bus en Algérie, annonce que le camion H35 est en promotion. Durant tout le mois d'avril, GMI propose le HD35 châssis cabine made in bladi à 3 147 000 DA, soit une remise d'exceptionnelle de 150 000 DA. Cette offre est valable sur l'ensemble du réseau de distribution national de GMI.

Le HD35 est un camion léger destiné aux professionnels du transport et livraisons urbaines à la recherche d'un maximum de charge utile de 2 600 kg et désirant accéder aux grandes villes en tout temps. Pour rappel, Global Motors Industries propose une large gamme de camions et véhicules utilitaires Hyundai fabriqués dans son usine de Batna.



Attentat de Dortmund

La police envisage une piste terroriste

■ La police allemande examinait, hier, une éventuelle piste islamiste dans l'attaque à l'explosif contre le bus des joueurs de Dortmund avant un match crucial. Un incident qui a jeté un froid sur la Ligue des champions.

Par Rosa F.

La triple explosion mardi soir, juste avant le quart de finale aller Dortmund-Monaco, est aussi venue ternir l'affiche de rêve Bayern Munich-Real Madrid prévue dans la soirée hier. Selon le journal *Süddeutsche Zeitung*, les chaînes WDR et NDR ainsi que l'agence DPA, une lettre retrouvée sur les lieux de l'attaque écrite «au nom d'Allah, le clément, le miséricordieux», évoque la participation de l'Allemagne à la coalition contre l'EI ainsi que l'attentat sur un marché de Noël de Berlin en décembre, revendiqué par cette organisation jihadiste. D'après la *Süddeutsche Zeitung*, les enquêteurs restent cependant très prudents : «Il est possible que ceux qui ont commis l'acte aient voulu créer une faus-

se piste», écrit le journal. Le parquet fédéral, seul compétent en matière de terrorisme, a annoncé hier matin avoir pris en main l'enquête sans pour autant indiquer quelle piste il privilégiait. Une conférence de presse est prévue vers 14h00 (12h00 GMT) à son siège à Karlsruhe (ouest). Dès mardi soir, les enquêteurs se sont concentrés sur la lettre de revendication retrouvée sur les lieux mais ils n'en ont pas révélé le contenu. L'agence DPA évoque d'ailleurs une autre revendication circulant sur l'internet et attribuant l'action à la mouvance anti-fasciste. Trois charges avaient explosé mardi vers 19h15 au passage du bus qui menait l'équipe de Dortmund vers le stade. Le souffle a fait voler en éclats une vitre du véhicule. Le défenseur espagnol Marc Bartra, blessé au poignet, a

dû être opéré dans la nuit. Un policier qui escortait le bus en moto a également été blessé, souffrant d'un traumatisme auditif. La police a précisé que les charges «pourraient avoir été dissimulées dans une haie». Les supporters des équipes allemande et monégasque ont évacué le stade sans incident. En signe de solidarité, les quelque 3 000 supporters de Monaco présents ont scandé plusieurs fois : «Dortmund ! Dortmund !» puis chanté une Marseillaise, applaudis par le reste du public. Hier, les mesures de sécurité devaient être encore renforcées en ville et aux abords du stade, bien que le niveau de vigilance soit déjà très élevé depuis les attentats de 2016 dans le pays, notamment celui du marché de Noël au camion-bélier en décembre à Berlin (12 morts, 48 blessés). Hier matin, l'entraîneur de Dortmund, Thomas Tuchel, avait prévu de regrouper ses joueurs, qui ont pu rentrer chez eux pour la nuit. Malgré le soutien de son inconditionnel public, l'équipe risque toutefois d'avoir du mal à entrer dans ce match. «On peut



s'imaginer comment ils ont dormi», a déclaré hier matin le président du Borussia Reinhard Rauball. «C'est évidemment une situation très difficile, que l'équipe n'a encore jamais vécue. Mais nous pensons néanmoins que l'équipe va donner le meilleur d'elle-même». Dans la capitale

bavaroise aussi, la sécurité a été considérablement renforcée. Selon *Bild*, une trentaine de policiers en gilets pare-balles ont été positionnés autour de l'hôtel des joueurs madrilènes. Les bus des deux équipes ont été garés en lieu sûr.



Points chauds

Pragmatique

Par Fouzia Mahmoudi

François Fillon, désormais quatrième dans les intentions de vote des Français à l'élection présidentielle du mois prochain, ne sait plus qui viser lors de ses rassemblements, tant il est dépassé, tant dans les sondages que par les événements. Car à ce stade, habituellement le candidat de la droite s'en prend à son adversaire le plus dangereux, généralement le candidat socialiste, et tente de convaincre les électeurs du Front national de voter pour lui. Mais aujourd'hui, le candidat de Les Républicains ne sait plus où donner de la tête. Et est loin d'être l'un des deux favoris, loin s'en faut. Il a alors décidé de s'en prendre à tous les candidats qui le devançant, c'est-à-dire à Marine Le Pen, Emmanuel Macron et désormais également Jean-Luc Mélenchon. «Croyez-moi, ça n'est pas avec le programme communiste de M. Mélenchon et le retour au franc de M^{me} Le Pen que l'économie française va redémarrer», a-t-il lancé devant plus de trois mille personnes à Marseille. Avant de poursuivre sur un ton moqueur : «Ces gens-là veulent nous faire croire que "c'est la sardine qui a bouché le port de Marseille". Cela n'est pas sérieux». Pour François Fillon la meilleure des stratégies est de mettre continuellement en avant son statut d'ancien Premier ministre et son expérience pour se présenter aux Français comme la seule alternance crédible. Et faire apparaître, par contraste, ses rivaux comme de supposés irresponsables qui n'auraient pas conscience des vrais enjeux. «C'est facile de promettre, comme M^{me} Le Pen, la retraite à 60 ans ; c'est facile de promettre les trente-deux heures ; c'est facile de promettre 175 milliards de dépenses nouvelles comme M. Mélenchon ; c'est facile de dire tout et son contraire comme M. Macron...», a-t-il clamé devant ses partisans. Avant d'enchaîner : «Mais où est l'intérêt national dans tout cela, où sont les bases sérieuses de notre redressement économique et social ? Nulle part ! Leur objectif est d'être élu quel qu'en soit le prix, ça n'est pas de redresser notre pays». L'ex-Chef du gouvernement avait ciblé Mélenchon pour la première fois de la campagne, avec le même angle d'attaque : présenter l'ex-sénateur socialiste comme un prétendant à l'Élysée dont le projet serait dangereux pour l'équilibre financier du pays. Se targuant d'être «le seul à vouloir en finir avec le cercle vicieux de la dette publique», Fillon, qui s'était déclaré «à la tête d'un État en faillite» en 2007, avait lancé : «Chaque année, nous empruntons sur les marchés financiers des sommes colossales pour payer les salaires de nos fonctionnaires, pour financer notre protection sociale et, ce qui est plus absurde encore, pour rembourser nos dettes antérieures ! Mes adversaires font semblant de l'ignorer ou dédaignent ce problème avec outrance, tel M. Mélenchon qui se rêve en capitaine du cuirassé Potemkine, mais qui négociera la ferraille du Titanic». Mais ces attaques suffiront-elles à enrayer la progression toujours plus rapide de Mélenchon dans les sondages ? Cela est fort improbable, surtout que chaque semaine de nouvelles révélations continuent à être faites sur les ennuis judiciaires du candidat de la droite qui malgré ses vœux pieux continue à chuter dans les intentions de vote des électeurs.

F. M.

Turquie

La course effrénée au pouvoir du président Erdogan

Il a tenu des dizaines de meetings à travers la Turquie, galvanisé les foules à en perdre la voix. L'infatigable Recep Tayyip Erdogan ne ménage pas ses efforts pour triompher, dimanche, du plus important scrutin de sa vie. Neuf mois après avoir mis en échec une sanglante tentative de putsch, le président turc, âgé de 63 ans, joue son va-tout lors d'un référendum sur une révision constitutionnelle qui lui permettrait, s'il l'emporte, de considérablement renforcer ses pouvoirs. Pour les partisans de M. Erdogan, la réforme est nécessaire pour assurer la stabilité au sommet de l'État. Mais ses détracteurs dénoncent un texte rédigé sur-mesure pour l'actuel président, accusé de dérive autoritaire. Alors que le scrutin s'annonce serré, M. Erdogan a labouré la Turquie ces dernières semaines pour engranger les soutiens, de Diyarbakir la Kurde à l'Égée İzmir, sans oublier Istanbul, où il a écrit les premières pages de sa légende politique. Conséquence du rythme harassant de plusieurs meetings quotidiens auquel il s'est astreint, M. Erdogan a dû annuler, fin mars, des discours dans l'est du pays, pour cause d'aphonie. Le président turc aura déployé, plus que jamais, ses qualités de tribun hors pair, prononçant des discours truffés de poésie nationaliste et d'extraits du Coran, ménageant des silences pour que ses mots imbibent les

esprits. «Erdogan est un imam, au sens d'orateur capable de galvaniser les foules, de les faire pleurer ou de leur faire peur», souligne Samim Akgönül, professeur à l'université de Strasbourg (Est de la France). «Sa verve impressionne». Si M. Erdogan est souvent dépeint en Occident comme un sultan indétrônable, cette débauche d'efforts révèle, selon Aydin Aydintasbas, du Conseil européen des relations internationales, que son assise n'est pas totale. «Erdogan doit continuer à remporter les scrutins pour rester au pouvoir et faire campagne en permanence», explique-t-elle. Depuis l'arrivée au pouvoir en 2002 de son parti, l'AKP, M. Erdogan a affronté une dizaine de scrutins, qu'il a tous remportés. Le référendum de dimanche survient après l'année la plus éprouvante de sa carrière politique, avec une série d'attentats meurtriers et, surtout, une tentative de coup d'État dans la nuit du 15 au 16 juillet. L'image de M. Erdogan s'adressant cette nuit-là à la nation à travers l'écran d'un smartphone, le visage livide, a marqué les esprits. De même que son arrivée triomphale au principal aéroport d'Istanbul au petit matin, signalant la défaite des putschistes. M. Erdogan, qui domine la politique turque depuis 15 ans, semble déterminé à marquer l'histoire de son pays, à l'image du fondateur de la République, Mustafa Kemal.

Ses gigantesques projets d'infrastructures ont déjà transformé le visage de la Turquie, et notamment d'Istanbul, où un troisième pont enjambe désormais le Bosphore, traversé également par plusieurs tunnels.

Né à Kasimpassa, quartier populaire d'Istanbul, M. Erdogan se targue souvent d'origines modestes. Éduqué dans un lycée religieux, vendeur de rue, «Tayyip» a un temps caressé le rêve d'une carrière de footballeur, avant de se lancer en politique dans la mouvance islamiste. Élu maire d'Istanbul en 1994, il triompha en 2002 lorsque l'AKP remporta les législatives et devient Premier ministre un an plus tard, une fois amnistiée une peine de prison reçue pour avoir récité en public un poème religieux. Le «Reis» (chef) reste pour ses partisans l'homme du miracle économique et des réformes qui ont libéré la majorité religieuse et conservatrice du pays de la domination de l'élite laïque. Mais depuis les grandes manifestations antigouvernementales du printemps 2013 brutalement réprimées, il est aussi devenu la figure la plus critiquée de Turquie, ses détracteurs dénonçant une dérive autocratique et islamiste. Dans le cadre de l'état d'urgence en vigueur depuis le putsch manqué, les autorités ont multiplié les arrestations d'opposants prokurdes accusés de «terrorisme» et de journalistes critiques.



Cinéma

«Kindil El Bahr» de Damien Ounouri primé aux Etats-Unis

■ Le court-métrage de fiction «Kindil El Bahr» du réalisateur franco-algérien Damien Ounouri a remporté lundi le Prix «Filmmaker to Filmmaker Award» du 26^e Festival du court-métrage d'Aspen dans le Colorado (Etats-Unis).

Par Adéla S.

Ce prix institué, pour la première fois cette année, est remis après le vote d'une quarantaine de réalisateurs participant à ce festival.

La 26^e édition du festival a réuni 63 œuvres en compétition en plus d'une trentaine de projections thématiques hors compétition.

Sorti en 2016, «Kindil el bahr», basé sur un scénario coécrit par le réalisateur et la comédienne

algérienne Adila Bendimred, évoque la condition de la femme à travers l'histoire de Nafissa, battue à mort par un groupe d'hommes sur une plage.

Le film a récemment été distingué du prix du meilleur réalisateur et celui du public au 6^e Festival du film africain de Louxor (Egypte) ainsi que du prix du meilleur court-métrage au 22^e Festival Regards sur le cinéma du monde à Paris.

Fondé en 1979, le «Shortfest» d'Aspen s'inscrit dans une série

de manifestations cinématographiques annuelles organisées dans cette ville pour promouvoir le cinéma indépendant et créer un réseau de distribution entre professionnels du cinéma, tout en offrant au public la possibilité de découvrir d'autres horizons cinématographiques.

Chaque année ce festival accueille une centaine de cinéastes et totalise plus de 30 000 entrées.

A. S./APS



Musique

La Havane accueille la Journée internationale du jazz

La capitale cubaine, La Havane, accueillera cette année les principales célébrations de la Journée internationale du jazz coïncidant avec le 30 avril de chaque année, annonce l'Unesco sur son site Internet.

Pour la sixième édition de la Journée internationale du jazz, La Havane abritera un méga concert, organisé en collaboration avec l'Institut cubain de la musique, réunissant une trentaine de grands noms de ce genre musical, et qui sera retransmis en direct sur Internet. Les artistes Cubains Gonzalo Rubalcaba, Chucho Valdés, Pancho Amat César Lopez, les jazzmen américains Regina Carter, Marcus Miller, Richard Bona, Esperanza Spalding Kenny Garrett, ainsi que Dhafer Youssef (Tunisie),

Ivan Lins (Brésil), Igor Batman (Russie) A Bu (Chine) ou encore Takuya Kuroda (Japon) seront à l'affiche de ce concert dont la direction artistique a été confiée au pianiste américain Herbie Hancock, ambassadeur de

bonne volonté de l'Unesco.

De nombreux ateliers et scènes d'improvisation seront organisés entre le 24 et le 30 avril, selon le programme de l'Unesco qui prévoit également des cours sur l'histoire du jazz à

l'attention des élèves dans plus de 11 000 écoles cubaines.

Le site de l'agence onusienne fournit aussi la liste des villes dans le monde, dont Alger, devant abriter les célébrations de cette journée. Décrétée par

l'Unesco en 2011, la Journée internationale du jazz consacre cette musique comme un «vecteur de liberté et de créativité qui favorise le dialogue interculturel et rapproche les peuples».

T. G.

Son premier depuis 2003

Fleetwood Mac sort un album en juin

Le groupe de blues-rock Fleetwood Mac va sortir début juin un nouvel album, sur lequel ne figure néanmoins pas sa chanteuse Stevie Nicks, a annoncé mardi le guitariste de la formation américano-britannique. Selon Lindsey Buckingham, ce nouvel opus intitulé «Lindsey Buckingham/Christine McVie» -

claviériste et chanteuse - comportera dix chansons. Il sera disponible à partir du 9 juin et sa sortie sera suivie d'une tournée aux Etats-Unis. Un premier extrait, «In my world», doit sortir vendredi. Dans un communiqué, le duo Buckingham/McVie a précisé avoir commencé à travailler sur de nouveaux morceaux au début

des répétitions de la tournée mondiale du groupe de 2014-2015. «L'alchimie de leur créativité naturelle s'est réactivée», a relevé le communiqué. L'album a été enregistré dans le studio de Los Angeles où Fleetwood Mac avait réalisé son album «Tusk» en 1979. Le batteur Mick Fleetwood et le bassiste John McVie se sont joints

à eux. En revanche, Stevie Nicks n'a pas participé à cette nouvelle création. Elle mène une carrière solo depuis quelques années. L'album acclamé de Fleetwood Mac «Rumours», sorti en 1977, avait nécessité des mois d'enregistrement car le groupe se déchirait en querelles intestines. Stevie Nicks vivait alors une histoire d'amour tumultueuse avec Lindsey Buckingham. En parallèle, Christine McVie venait de divorcer de John McVie, tandis que Mick Fleetwood se démenait pour maintenir tout le monde soudé. Le dernier album du groupe remonte à 2003, «Say you will». Christine McVie en était absente. Fleetwood Mac et The Eagles seront en tête d'affiche d'un nouveau festival baptisé «The Classic» à Los Angeles et à New York en juillet.

Racim C.

Du 10 au 12 mai à Kigali

3^e sommet Transform Africa 2017

Le Rwanda accueillera du 10 au 12 mai le troisième sommet Transform Africa 2017, qui portera principalement sur le développement de villes connectées en Afrique grâce au pouvoir des technologies de l'information et de la communication (TIC).

Des experts des TIC de toute l'Afrique et au-delà doivent se réunir à Kigali, capitale du Rwanda, pour discuter de la transformation de l'Afrique grâce au pouvoir de la technologie. S'adressant aux journalistes mardi, le ministre de la Jeunesse et des TIC, Jean Philbert Nsengimana, a déclaré que la position du Rwanda comme fer de lance du pro-

gramme de villes connectées en Afrique était la raison pour laquelle ce pays a été choisi pour accueillir pour la troisième fois ce sommet technologique de haut niveau.

«Nous attendons près de 3 000 délégués des pays africains dans le cadre de l'initiative Smart Africa et plus de 300 maires de villes de toute l'Afrique pour présenter les éléments d'une ville connectée. Nous pensons que la transformation économique de notre continent doit être dominée par l'ambition d'utiliser le pouvoir de la technologie afin de renforcer l'accès aux marchés et à l'information pour les entreprises», a-t-il observé.

Ce forum comprendra différents événements annexes comme le sommet Smart Women (femmes connectées), et le forum des villes connectées d'Afrique, tandis que les jeunes bénéficieront d'une plateforme pour soumettre leurs idées à des investisseurs technologiques potentiels.

L'initiative Smart Cities, qui vise à mobiliser des solutions technologiques pour améliorer l'efficacité dans les villes, est soutenue par 11 pays africains et d'autres pays encore doivent la rejoindre.

K. L.

General Hospital

L'acteur Peter Hansen est mort à 95 ans

L'ACTEUR américain Peter Hansen est mort dimanche 9 avril, à Santa Clarita en Californie. Une nouvelle confirmée par sa famille. Il était âgé de 95 ans. Né en 1921, le comédien a longtemps été l'une des stars de General Hospital, l'un des soap operas les plus célèbres aux Etats-Unis avec «Les Feux de l'Amour», «Amour, Gloire et Beauté» et «Des Jours et des vies». Et si la série n'a pas trouvé son public en France, où elle a été brièvement diffusée sur TF1 sous le nom d'Hôpital Central, elle est à l'antenne depuis plus de 50 ans sur la chaîne ABC.

Peter Hansen a interprété pendant des années l'avocat Lee Baldwin. L'acteur est apparu dans General Hospital de 1965 à 1976, de 1977 à 1986, brièvement en 1990 et de 1992 à 2004. Ancien alcoolique, son personnage était également un sponsor au sein du programme des Alcooliques Anonymes et avait un temps été le

maire de Port Charles. Un rôle qui avait permis à Peter Hansen de décrocher deux nominations aux Daytime Emmy Awards. Il avait d'ailleurs remporté le prix du Meilleur Second Rôle dans une série télé dramatique en 1979.

Durant sa riche carrière, Peter Hansen a joué dans de nombreuses autres séries télé, faisant notamment des apparitions dans «Perry Mason», «Cheers», «The Lone Ranger», «Magnum», «Qui de Neuf Docteur ?» ou encore «Les Craquantes». Plus récemment, il avait joué les guest-stars dans la série «The Goldbergs». De 1997 à 2003, il avait également participé au spin-off de General Hospital, Port Charles. Enfin, le comédien a eu une carrière florissante au cinéma et au théâtre, brûlant les planches à Broadway à New York, à Los Angeles et à San Francisco.

R. C.

Rendez-vous culturels

Galerie d'Art Couleurs et Patrimoine (4 bis, rue Yahia-Mazouni (El-Biar, Alger)

Du 8 au 22 avril :

Exposition de l'artiste peintre Tazi Maâmar. Vernissage le samedi 8 avril à 14h.

Galerie d'art Sirius (Bd Krim-Belkacem, Télémy, Alger)

Jusqu'au 30 avril :

Exposition de peinture «Rétroplastie» de l'artiste Valentina Ghanem Pavlovskaya.

Institut Cervantes d'Alger

Jusqu'au 13 avril :

Exposition de photographies «Püchchipüü», en hommage à la communauté indigène des Wayuus.



Coup-franc direct

Voilà le résultat du laisser-aller !

Par Mahfoud M.

Le feuilleton des demi-finales de la Coupe d'Algérie de football et cet entêtement des présidents des deux formations algéroises à vouloir jouer dans des stades petits et exigus est le résultat logique des décisions antérieures de la FAF qui laissait faire et ne frappait pas d'une main de maître. En effet, l'ancien président, Mohamed Raouraoua, n'imposait aucune discipline pour ce qui est du respect des lois, occupé qu'il était par la vitrine du football, l'EN, qui lui avait pris tout son temps, au détriment de la balle ronde nationale qui connaissait des scandales à répétition. Pour lui, le plus important était de donner une meilleure image avec la sélection nationale, alors que ce qui se passait dans le pays ne l'intéressait pas. Les présidents de clubs avaient la manie de défier toutes les instances en exigeant des choses que la logique ne permettait pas pourtant. Jouer dans des petits stades pour s'assurer le maintien et gagner à tout prix était devenu monnaie courante chez les clubs qui ne souciaient pas du beau jeu ou du spectacle. Qu'attendre d'un football avec un président de la FAF qui avait, à son époque, encourager les clubs à remplacer les surfaces gazonnées par des terrains en tartan sous prétexte que les stades en gazon étaient difficiles à entretenir, alors que lui faisait le nécessaire pour que le terrain du stade «Tchaker» soit entretenu et prêt pour les matchs des Verts. **M. M.**

RC Kouba

Bouzidi revient sur sa décision

L'ENTRAINEUR Youcef Bouzidi qui a annoncé lundi son départ de la barre technique du RC Kouba (Division nationale amateur de football), est revenu sur sa décision et poursuivra sa mission jusqu'à la fin de la saison avec l'objectif de réussir l'accession en ligue 2 Mobilis, a-t-on appris auprès de l'intéressé. «J'ai rencontré les dirigeants du club cet après-midi et on a discuté en toute franchise des

questions qui intéressent le club en cette phase cruciale de la saison alors que le RCK ambitionne de monter en Ligue 2. J'ai mis l'accent sur les aspects organisationnel et disciplinaire dans la vie de l'équipe. Tout le monde doit se donner à 200 % pour réussir notre objectif. Je ne pouvais pas quitter le club alors que les supporters me réclament» a déclaré Bouzidi.

Volley-ball/ 27^e championnat d'Afrique féminin des clubs champions

Le GS Pétroliers atteint les quarts de finale

SIX ÉQUIPES dont l'un des deux représentants algériens le GS Pétroliers, ont assuré leur qualification aux quarts de finale du championnat d'Afrique des clubs champions de volley-ball (dames), à l'issue de la 4^e journée disputée lundi à Monastir (Tunisie). Les équipes qualifiées pour le prochain tour prévu à partir jeudi sont le CF Carthage, club organisateur (groupe A) Al-Ahly d'Égypte (Groupe B), Pipeline du Kenya et GS Pétroliers (groupe B), Al-Shams d'Égypte et CS Sfaxien (groupe D). L'autre représentant algérien

dans ce tournoi l'ASW Béjaïa, avec un bilan d'une victoire et deux défaites, a été éliminé et joue son dernier match de poule face aux Égyptiennes d'Al-Ahly, mardi (16h00). Les deux derniers qualifiés pour les quarts de finale seront connus lors de la dernière journée du premier tour prévue mardi. La 27^e édition du championnat d'Afrique féminin des clubs champions regroupe 17 clubs répartis en 4 poules. Les deux premiers de chaque groupe à l'issue de la phase de poule se qualifieront aux quarts de finale.

Comité olympique algérien

L'assemblée ordinaire le 29 avril

PLUSIEURS points, dont le rapport des Jeux olympiques JO-2016 de Rio de Janeiro seront à l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire (AGO) du Comité olympique et sportif algérien (COA) prévue le samedi 29 avril à Bab Ezzouar (Alger), a-t-on appris auprès de l'instance olympique. Outre le rapport des JO-2016, les membres de l'AG auront à débattre entre autres : rapport du mandat olympique (2013-2017), rapports moral et financier 2016, ainsi que la présentation du plan stratégique du développement du sport de l'éli-

te, précise la même source. En marge des travaux, le COA organisera une cérémonie de remise de l'Ordre du Mérite Olympique à d'éminentes personnalités algériennes. L'AGO du COA devait se dérouler initialement le 8 avril avant d'être reportée au 29 du même mois en raison d'un contretemps, lié à l'évaluation du patrimoine du Comité olympique et sportif algérien. L'Assemblée générale électorale (AGE) est, quant à elle, programmée 15 jours après la tenue de l'AGO, soit «vers le 14 mai» avait indiqué le président du COA Mustapha Berraf mardi dernier.

Report des demi-finales de la Coupe d'Algérie de football Sage décisions des autorités

■ Les autorités ont donc pris la décision de reporter les deux rencontres pour le compte des demi-finales de la Coupe d'Algérie de football qui devaient opposer le CRB à l'USMBA et le MCA à l'ESS après les élections législatives prévues pour le 4 mai prochain et ce, après la grande polémique née de la domiciliation de ces deux rencontres.

Par Mahfoud M.

Il faut savoir que les deux formations algéroises, le Chabab et le Mouloudia refusaient de jouer au stade 5-Juillet d'Alger et demandaient à être maintenus dans leurs antres respectifs des stades du 20-Août 55 et de Bologhine ce qui reste insensé étant donné l'exiguïté de ces deux enceintes datant de l'époque coloniale et qui ne peuvent contenir plus de 10 000 supporters, ce qui reste très peu pour des affiches pareilles qui devraient drainer des dizaines de milliers de fans qui souhaitent voir ces matchs et soutenir leurs équipes favorites. En plus, cet entêtement des dirigeants des deux clubs de la capitale à vouloir absolument jouer dans leurs «petits» stades n'augurait rien de bon et la polémique devenait stérile à la longue, surtout que les arguments de ces responsables ne valaient absolument rien avec leur question de principe qui ne tenait pas la route. La décision prise par la FAF sur demande des autorités publiques, a été



Les équipes concernées par le report approuvent

appréciée différemment par les principaux acteurs de ces deux matchs. Ainsi, le boss du CRB, Bouhaf, avait salué cette décision et a déclaré que c'était là «une sage décision qui intervient dans un bon moment». Le patron du Mouloudia d'Alger, Omar Ghrib, a tenu à affirmer qu'il respectait toute décision des autorités favorables au bon fonctionnement du football national, et qui puisse servir l'intérêt de la balle ronde nationale. Par contre, le président de l'ES Sétif, Hassan Hamar, s'est dit surpris par

cette décision à laquelle il ne s'attendait pas d'autant plus que son équipe est en plein stage pour ce match décisif pour l'équipe qui souhaite se qualifier à la finale de la Coupe d'Algérie et pourquoi pas tenter de remporter le doublé cette saison. Même le boss de l'USM Bel Abbès, El Hennani estime que cela sera difficile pour son équipe qui sera obligée de revoir son programme qui sera totalement chamboulé par cet ajournement de son match face au CRB.

M. M.

Sanctions de la LFP

Un match à huis clos pour le CRBAF et le GCM

L'attaquant du MCE Eulma (Ligue 2 Mobilis de football) Mohamed Bourahla a écopé de 6 matchs de suspension ferme pour «geste obscène envers adversaire», a annoncé mardi la Ligue de football professionnel sur son site officiel. Outre cette sanction, le joueur devra s'acquitter d'une amende de 50 000 dinars, précise la même source. Le MCEE s'est vu infliger une amende de 100 000 dinars pour «utilisation et jets de bouteilles d'eau» lors de la réception du CABB Arreridj (3-0) vendredi dernier dans le cadre de la 27^e jour-

née du championnat. Par ailleurs, le CRB Ain Fekroun a écopé d'un match à huis clos pour «jet de projectiles plus envahissement de terrain par les supporters en fin de partie» face à la JSM Béjaïa (1-0). Le club devra s'acquitter d'une amende de 30 000 dinars. Un match à huis clos a été infligé également au GC Mascara pour «jets de pierres répétés avec un arrêt momentané pendant 3 minutes et mauvaise organisation» lors de la réception de l'ASM Oran (1-1) en plus d'une amende de 250 000 dinars. Le soigneur du GCM Benayad Lahcene a écopé

d'un mois de suspension ferme pour «comportement anti-sportif envers les officiels» en plus d'une amende de 40 000 dinars.

Ligue 1 Mobilis (mise à jour /24^e journée)

MCO-JSK, USMA-CAB et JSS-MCA avancés au 6 mai

LES RENCONTRES MC Oran-JS Kabylie, USM Alger-CA Batna et JS Saoura-MC Alger comptant pour la mise à jour de la 24^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, programmés initialement au 8 mai ont été avancés au samedi 6 mai, a annoncé mardi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Il s'agit du deuxième changement dont ont fait l'objet ces rencontres, programmées une première fois les 5 et 6 mai. Le championnat national observe actuellement une trêve forcée jusqu'à apurement des matchs en retard au nombre de sept. Le prochain match de mise à jour opposera le vendredi 21 avril le CA Batna à la JS Kabylie (20^e journée). La compétition nationale reprendra ses droits le week-end du 11, 12 et 13 mai prochain avec le déroulement de la 25^e journée. Le championnat de Ligue 1 Mobilis de football prendra fin le mardi 6 juin prochain.

FC Naples

L'OM intéressé pour Ghoulam

L'Olympique Marseille (Ligue 1 française de football) aurait affiché son désir de s'attacher les services du défenseur international algérien de Naples (Serie A italienne) Faouzi Ghoulam, rapporte mardi le site spécialisé Foot sur 7. Le latéral gauche des Verts serait également pisté par l'autre pensionnaire de l'élite française le Paris SG qui voit en lui le remplaçant idéal pour le Brésilien Maxwell, annoncé sur le départ. Sous contrat avec le club napolitain jusqu'en juin 2018 et refusant de parapher un nouveau bail, Ghoulam serait plus que jamais sur le départ au terme de cette saison. En effet, d'après informations de la radio CRC, reliées

par Foot sur 7, Ghoulam aurait récemment rencontré son entraîneur Maurizio Sarri pour lui faire part de son désir de quitter le club du sud de l'Italie. N'ayant pu faire changer d'avis à son défenseur, Sarri aurait décidé de s'appuyer sur le Croate Ivan Strinic pour pallier son absence. Outre les deux clubs français, l'ogre allemand du Bayern Munich est également très intéressé par le profil de l'ex-Stéphanois (26 ans). Titulaire indiscutable au Napoli depuis son arrivée en janvier 2014, Ghoulam s'est imposé comme l'un des meilleurs de Série A au poste d'arrière gauche.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Utilisées dans les barques de migration clandestine

Arrestation d'une bande spécialisée dans le vol de batteries

LES SERVICES de Sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté récemment une bande, constituée de quatre individus, activant à Alger et ses environs et spécialisée dans le vol de grandes batteries longue durée, appartenant à un opérateur de téléphonie, pouvant être utilisées dans des barques de trafic de migrants clandestins, a indiqué mercredi un communiqué de ces services. Suite à l'arrestation de cette bande, poursuivie pour constitution d'association de malfaiteurs et de vol qualifié, les éléments de la SWA ont récupéré 3 quintaux de câbles en cuivre et des plaques en cuivre pesant 50 kg, appartenant à une société de téléphonie, ainsi qu'une somme de 73 000 DA, précise la même source. L'affaire remonte au dépôt d'une plainte par le représentant légal d'une société de téléphonie, suite à la disparition de 8 batteries longue durée, pouvant être utilisées dans les barques de trafic de migrants clandestins ou à d'autres fins criminelles, notamment l'interception d'antennes de centres opé-

rationnels, de bâtisses et de villas. A l'issue de l'enquête, il s'est avéré qu'un technicien en télécommunications relevant d'une société de sous-traitance était le principal auteur de ce vol. La perquisition du logement du mis en cause a permis la récupération du matériel utilisé dans le vol des batteries et des câbles et l'arrestation de deux autres suspects, l'un technicien dans une société de sous-traitance et l'autre avait en sa possession une somme de 73 000 DA, ajoute le communiqué. Le quatrième mis en cause (employé dans la transformation et la vente de déchets industriels et autres) a été arrêté à son domicile avec en sa possession 4 quintaux de câbles et de plaquettes en cuivre pesant 50 kg appartenant à une société de téléphonie. Le procureur de la République territorialement compétent a placé les deux premiers mis en cause (techniciens en télécommunications) en détention préventive et les deux autres sous contrôle judiciaire.

G.H.

Festival de Cannes 2017

Neuf courts-métrages en lice pour la Palme d'or

NEUF courts-métrages sont sélectionnés en compétition officielle du 70^e Festival de Cannes (France) prévu du 17 au 28 mai, ont annoncé mercredi les organisateurs. En lice pour la prestigieuse «Palme d'or», la sélection comprend un film d'animation «Pépé le Marse» (France) et huit fictions dont «Lunch Time» (Iran), «Across my land» (Etats-Unis), «Damiana» (Colombie) et «Push it» (Suède), selon le comité de sélection qui a reçu plus de 4 800 œuvres. Seize films (fiction et d'animation) de 14 pays seront présentés, par ailleurs, dans le cadre de «Cinéfondation», autre sélection compétitive du festival créée en 1998 par le critique de cinéma et réalisateur français, Gilles Jacob. Le réalisateur roumain Cristian Mungiu présidera le jury des courts-métrages.

Racim C.

Championnat d'Afrique de badminton

L'Algérie avec sept athlètes à Pretoria

LA SÉLECTION algérienne de badminton, messieurs et dames, prendra part au championnat d'Afrique de la discipline qui se déroulera du 16 au 23 avril à Pretoria (Afrique du Sud) avec la participation de dix pays, a appris l'APS mercredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FABad). Championne d'Afrique par équipes U19, la sélection nationale qui va se mesurer aux meilleures nations africaines, à l'image de l'Egypte et de l'Afrique du Sud, aura l'objectif d'«arracher au moins deux podiums», a indiqué à l'APS le président de la FABad, Amine Zoubiri. «50% de joueurs sélectionnés sont encore juniors. Cette compétition est une occasion pour eux de briller face aux meilleurs badistes du continent et pourquoi pas arracher des médailles dans les épreuves par équipes», a-t-il ajouté. Composée de sept athlètes (5 messieurs et 2 dames), l'équipe nationale est en stage de préparation depuis le 2 avril au Centre de regroupement de Ghermoul (Alger), sous la houlette du staff technique national composé de l'Espagnol Antonio Molina Ortega et des Algériens Salim Mamer et Fateh Bettaher. La sélection algérienne qui ralliera Pretoria vendredi (14 avril), sera engagée dans les épreuves par équipes prévues les trois premiers jours de compétition et dans les tableaux simple dames et simple messieurs.

L. O.

Se dirige-t-on vers une 3e guerre mondiale?



Louvis

Djalou@hotmail.com

Le wali invite les élus à sortir sur le terrain

Travail bâclé dans les chantiers de Béjaïa

■ Une visite d'inspection et de travail inopinée a été effectuée par le wali de Béjaïa, Mohamed Hattab, sur les différents chantiers lancés au niveau de la ville de Béjaïa «afin de vérifier l'état d'exécution des décisions qu'il a prises quelques jours avant, soit lors de sa dernière sortie il y a une semaine».

Par Hocine Cherfa

Il a entamé sa visite par le projet de réaménagement des voies au niveau de l'arrière-port de Béjaïa. Le wali a insisté auprès de l'entreprise chargée des travaux de réceptionner avant la saison estivale pour éviter des désagréments aux citoyens et aux touristes. Un projet qui permettra de décongestionner la zone industrielle de l'arrière-port et le wali a instruit le directeur de l'urbanisme d'aménager une entrée digne de son nom au port. «Sur son instruction et en application de ses nouvelles orientations pour l'aménagement de la Promenade de la brise de mer, le responsables de l'EPB (gestionnaire du site) a présenté l'étude telle qu'imaginée par le chef de l'exécutif qui veut redonner vie à ce site et lui rendre sa vocation familiale

comme cela était prévu d'ailleurs initialement avant le lancement de tout le projet», a-t-on souligné. Et d'ajouter: «l'objectif est d'offrir aux familles béjaïoises un endroit féérique où elles trouveront la sérénité d'autant plus que ce site touristique est situé en bord de mer, un atout que le premier responsable de la wilaya veut mettre à profit et en faire profiter les touristes et habitants de la ville en gardant cette symbiose entre le site et la mer». Il a par ailleurs instruit le responsable de l'EPB d'enlever les petites clôtures installées l'année dernière. «Comme décidé lors de sa dernière sortie au niveau du site il y a de cela une semaine et suite aux dernières instructions données par le wali, l'entreprise chargée de réaliser le projet de revêtement de la route menant à Taghzout a entamé les travaux et avec un rythme

satisfaisant, fait-on observer. M. Hattab a insisté et exigé en même temps de l'entreprise de finir les travaux avant le mois de juin soit avant le début de la saison estivale. Après avoir constaté le travail bâclé de quelques entreprises, le premier responsable de la wilaya a instruit les élus de l'APC de Béjaïa d'aller fréquemment sur le terrain, effectuer des visites au niveau des chantiers et de veiller à ce que la qualité des travaux et finitions soient faites et respectées, indique-t-on. «Le wali a enfin instruit le directeur des ressources en eau afin de lancer au plus vite l'opération de traitement et de nettoyage de tout les oueds qui traversent la ville de Béjaïa».

H. C.

Sûreté de wilaya

Hausse des communications sur le numéro vert

LES SERVICES des moyens techniques de la sûreté de la wilaya de Béjaïa ont enregistré une hausse de communications téléphoniques sur le numéro vert 48-15 et le numéro de secours 17 durant le premier trimestre de l'année en cours, a indiqué la sûreté de wilaya dans un communiqué de presse. Ainsi, 291 appels téléphoniques ont été reçus par les services des moyens techniques, dont les auteurs voulaient signaler des accidents, crimes, délits et tentatives de porter atteinte aux personnes et biens. Aussi, 776 appels ont été reçus et leurs

auteurs demandaient des secours et l'intervention et 528 appels concernaient des demandes d'informations et de renseignements, des orientations ou pour demander l'intervention des pompiers ou autres, selon toujours les statistiques de la sûreté de wilaya. «Ces appels prouvent que le degré de conscience des citoyens est très élevé», a fait remarquer la sûreté de wilaya qui se «félicite de la contribution des citoyens à résoudre des affaires et à faciliter l'intervention de la police sur le terrain».

H. C.

Conseil de la nation Séance plénière aujourd'hui consacrée aux questions orales

LE CONSEIL de la nation tiendra jeudi matin, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées à certains membres du gouvernement, a indiqué mercredi un communiqué du Conseil. Ces questions concernent les secteurs de la justice, de l'aménagement du territoire, du tourisme, de la culture, de la solidarité nationale, et de la santé, précise le communiqué.

R. N.